

**Pierre MARX**

Expert-Comptable Diplômé  
par l'État

Lauréat National du Meilleur  
Mémoire 1984

Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie  
Régionale de Colmar

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Période du 01/01/2021 au 31/12/2021**

**Apei Centre Alsace**

**10 rue Ignace Spiess**

**67600 SELESTAT**



**Apei Centre Alsace**  
**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31/12/2021**

Aux membres de l'Assemblée Générale de l'Apei Centre Alsace,

**Opinion**

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Apei Centre Alsace relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la date d'émission de mon rapport.

## **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, j'attire votre attention sur les points exposés dans les « Règles et méthodes comptables », sous le chapitre « Changement de méthode », concernant la première application des règlements 2018-06 et 2019-04, ainsi que dans les « Faits caractéristiques de l'exercice » concernant l'impact de la COVID-19 sur l'activité de l'Association pendant l'exercice écoulé.

## **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les associations, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des associations et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- les dotations ou produits de tarification perçus ou à percevoir ;
- le suivi des fonds associatifs ;
- le suivi des créances clients ;
- l'appréciation des charges de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Schiltigheim,  
Le 3 juin 2022


 A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Pierre Marx', is written over a circular professional stamp. The stamp has a double border. The outer border contains the text 'Pierre MARX' at the top and 'COMMISSAIRE AUX COMPTES' at the bottom, separated by two small stars. The inner circle contains the text 'Membre de la Compagnie Régionale de COLMAR'.

Pierre MARX  
Commissaire aux comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Colmar

# Bilan actif

APEI CENTRE ALSACE

Etats de synthèse au 31/12/2021

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/21	Net au 31/12/20
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement	41 963	39 892	2 071	2 194
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acomptes	139 628	137 455	2 173	4 701
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	856 180	30 582	825 599	825 740
Constructions	9 121 166	5 365 582	3 755 584	4 064 247
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	4 375 350	3 665 012	710 338	593 062
Immob. en cours / Avances et acomptes	761 611		761 611	167 311
Biens reçus par legs / donations destinés à être c				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées				1 000
TIAP & autres titres immobilisés	194 126		194 126	180 974
Prêts	101 874		101 874	102 769
Autres immobilisations financières	19 634		19 634	19 289
<b>Total I</b>	<b>15 611 532</b>	<b>9 238 522</b>	<b>6 373 010</b>	<b>5 961 287</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks</b>				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	6 488		6 488	10 035
<b>Créances</b>				
Usagers et comptes rattachés	1 396 137		1 396 137	1 127 733
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	305 755	6 532	299 223	507 453
Total intermédiaire	1 708 380	6 532	1 701 848	1 645 222
<b>Divers</b>				
Valeurs mobilières de placement	335		335	335
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	4 228 070		4 228 070	4 354 251
Charges constatées d'avance	34 780		34 780	40 598
<b>Total II</b>	<b>5 971 566</b>	<b>6 532</b>	<b>5 965 034</b>	<b>6 040 406</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion - Actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>21 583 098</b>	<b>9 245 054</b>	<b>12 338 044</b>	<b>12 001 693</b>



# Bilan passif

APEI CENTRE ALSACE

Etats de synthèse au 31/12/2021

	Net au 31/12/21	Net au 31/12/20
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>112 903</b>	<b>112 903</b>
Première situation nette établie		
Fonds statutaires	112 903	112 903
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>	<b>-117 591</b>	<b>-87 660</b>
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise	-117 591	-87 660
Ecarts de réévaluation		
<b>Réserves</b>	<b>2 680 453</b>	<b>2 489 257</b>
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	2 680 453	2 489 257
Autres réserves		
Report à nouveau	67 108	55 377
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>-125 483</b>	<b>173 995</b>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>2 617 390</b>	<b>2 743 873</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 444 811	1 260 284
Provisions réglementées	256 568	242 939
Droit des propriétaires (commodat)		
<b>Total I</b>	<b>4 318 769</b>	<b>4 247 096</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	211 260	165 540
<b>Total II</b>	<b>211 260</b>	<b>165 540</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	1 156 218	980 866
Provisions pour charges	2 640	2 640
<b>Total III</b>	<b>1 158 858</b>	<b>983 506</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts	3 382 975	3 677 628
Découverts et concours bancaires	121	123
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	3 383 097	3 677 751
Emprunts et dettes financières diverses	15 621	13 839
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	414 888	422 861
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 668 449	1 438 693
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	20 093	29 687
Autres dettes	1 147 009	1 022 719
Produits constatés d'avance		
	<b>6 649 156</b>	<b>6 605 551</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>12 338 044</b>	<b>12 001 693</b>





# Compte de résultat

APEI CENTRE ALSACE

Etats de synthèse au 31/12/2021

	du 01/01/21 au 31/12/21 12 mois	%	du 01/01/20 au 31/12/20 12 mois	%	Simple : Variation en valeur	%
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>						
Cotisations	9 336	3,40	9 136	3,68	200	2,19
Ventes de biens et de services	112 316		80 434		31 882	39,64
Ventes de biens	25 370	9,25	13 196	5,32	12 174	92,25
Ventes de prestations services	86 946	31,69	67 237	27,09	19 708	29,31
Produits de tiers financeurs	13 851 904		13 626 590		225 315	1,65
Concours publics et subventions d'expl	13 831 944	NS	13 563 062	NS	268 882	1,98
Vts des fondateurs ou conso. de la dot.						
Ressources liées à la générosité du pu	19 961	7,27	63 528	25,60	-43 567	-68,58
Contributions financières						
Repr. / amort., dépréc., prov. et transfert	67 358				67 358	
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de	67 358	24,55			67 358	
Utilisation des fonds dédiés	31 980	11,66	40 473	16,31	-8 493	-20,98
Utilisation des fonds dédiés	31 980	11,66	40 473	16,31	-8 493	-20,98
Autres produits	403 806	147,17	465 013	187,39	-61 208	-13,16
Autres produits	403 806	147,17	465 013	187,39	-61 208	-13,16
<b>Total I</b>	<b>14 476 700</b>	<b>NS</b>	<b>14 221 646</b>	<b>NS</b>	<b>255 054</b>	<b>1,79</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>						
Achats de marchandises						
Variations de stock						
Autres achats et charges externes	4 027 079	NS	3 815 818	NS	211 261	5,54
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	707 995	258,04	676 954	272,80	31 040	4,59
Salaires et traitements	6 632 022	NS	6 573 977	NS	58 045	0,88
Charges sociales	2 302 677	839,24	2 296 527	925,44	6 150	0,27
Dotations aux amortissements et aux dép	489 842	178,53	470 375	189,55	19 467	4,14
Dotations aux provisions	242 711	88,46			242 711	
Reports en fonds dédiés	76 700	27,95	51 438	20,73	25 262	49,11
Autres charges	1 290	0,47	44 634	17,99	-43 344	-97,11
<b>Total II</b>	<b>14 480 316</b>	<b>NS</b>	<b>13 929 724</b>	<b>NS</b>	<b>550 592</b>	<b>3,95</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-3 616</b>	<b>-1,32</b>	<b>291 922</b>	<b>117,64</b>	<b>-295 538</b>	<b>-101,24</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances c						
Autres intérêts et produits assimilés	9 754	3,55	3 124	1,26	6 630	212,21
Repr./ provisions, dépréciations et transfe						
Différences positives de change						
Produits nets / cessions de valeurs mob.						
<b>Total III</b>	<b>9 754</b>	<b>3,55</b>	<b>3 124</b>	<b>1,26</b>	<b>6 630</b>	<b>212,21</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>						
Dotations aux amort., aux dépréciations e						
Intérêts et charges assililées	130 472	47,55	151 168	60,92	-20 696	-13,69
Différences négatives de change						
Chges nettes / cessions de valeurs mob.						
<b>Total IV</b>	<b>130 472</b>	<b>47,55</b>	<b>151 168</b>	<b>60,92</b>		
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>-120 718</b>	<b>-44,00</b>	<b>-148 044</b>	<b>-59,66</b>		



# Compte de résultat

APEI CENTRE ALSACE

Etats de synthèse au 31/12/2021

	du 01/01/21 au 31/12/21 12 mois	%	du 01/01/20 au 31/12/20 12 mois	%	Simple : Variation en valeur	%
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts</b>	<b>-124 334</b>	<b>-45,32</b>	<b>143 879</b>	<b>57,98</b>	<b>-268 213</b>	<b>-186,42</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>						
Sur opérations de gestion	14 726	5,37	9 264	3,73	5 463	58,97
Sur opérations en capital	4 000	1,46	5 500	2,22	-1 500	-27,27
Reprises provisions, dép., et transferts de	23 478	8,56	23 781	9,58	-303	-1,27
<b>Total V</b>	<b>42 204</b>	<b>15,38</b>	<b>38 544</b>	<b>15,53</b>	<b>3 660</b>	<b>9,50</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>						
Sur opérations de gestion	28 942	10,55	2 374	0,96	26 568	NS
Sur opérations en capital	125	0,05	1 155	0,47	-1 030	-89,17
Dot. amortissements, aux dépréciations et	13 629	4,97	4 180	1,68	9 449	226,05
<b>Total VI</b>	<b>42 696</b>	<b>15,56</b>	<b>7 709</b>	<b>3,11</b>	<b>34 987</b>	<b>453,87</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>-492</b>	<b>-0,18</b>	<b>30 836</b>	<b>12,43</b>	<b>-31 327</b>	<b>-101,59</b>
Participation des salariés aux résultats (V)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)	657	0,24	719	0,29	-62	-8,62
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>14 528 658</b>	<b>NS</b>	<b>14 263 314</b>	<b>NS</b>	<b>265 344</b>	<b>1,86</b>
<b>Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>14 654 141</b>	<b>NS</b>	<b>14 089 319</b>	<b>NS</b>	<b>564 822</b>	<b>4,01</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-125 483</b>	<b>-45,73</b>	<b>173 995</b>	<b>70,12</b>	<b>-299 478</b>	<b>-172,12</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ET</b>						
Dons en nature			22 837		-22 837	-100,00
Prestations en nature			37 811		-37 811	-100,00
Bénévolat						
<b>TOTAL</b>			<b>60 648</b>		<b>-60 648</b>	<b>-100,00</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VI</b>						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite						
Personnel bénévole			22 837		-22 837	-100,00
<b>TOTAL</b>			<b>60 648</b>		<b>-60 648</b>	<b>-100,00</b>



## Synthèse de l'annexe

	Applicable	Non applicable	Non significatif
<b>Faits caractéristiques</b>	X		
<b>Règles et méthodes comptables</b>	X		
<b>Notes sur le bilan</b>			
- Actif immobilisé	X		
- Détail des immobilisations		X	
- Estimation du portefeuille de TIAP		X	
- Liste des filiales		X	
- Détail des amortissements		X	
- Etat des échéances des créances	X		
- Etat des échéances des dettes	X		
- Dettes garanties par des suretés réelles	X		
- Tableau de variation des fonds associatifs	X		
- Provisions réglementées	X		
- Provisions pour risques et charges	X		
- Charges constatées d'avance	x (Détail)		
- Produits constatés d'avance	x (Détail)		
- Produits à recevoir	x (Détail)		
- Charges à payer	x (Détail)		
<b>Notes sur le bilan</b>			
- Ventilation des ressources nettes	X		
- Honoraires des commissaires aux comptes	X		
- Subventions d'exploitation		X	
- Fonds dédiés sur subventions		X	
- Résultat financier		X	
- Eléments exceptionnels		X	
- Analyse du résultat		X	
<b>Autres informations</b>			
- Tableau des effectifs	X		
- Rémunération des dirigeants		X	
- Engagements financiers donnés	X		
- Engagements financiers reçus	X		
- Crédit-bail		X	
- Crédit-bail (Etat simplifié)		X	
- Engagement retraite	X		
- Contributions volontaires		X	
- Suivi des legs et donations		X	
- Suivi des dons restant à vendre		X	
- Legs autorisés à réaliser		X	
- Fonds dédiés sur générosité du public		X	
- Emploi ressource	X		



## Introduction

### Objet social, nature et périmètre des activités, moyens mis en œuvre

L'APEI Centre Alsace est une association loi 1908 sans but lucratif, née de la volonté d'un groupe de parents habitant le Centre Alsace de trouver un lieu d'accueil pour leurs enfants porteurs de handicap. L'association a été officiellement fondée le 20 novembre 1978 par le dépôt de statuts et l'inscription au registre des associations auprès du Tribunal d'Instance de Sélestat.

Ces statuts posent clairement la vocation d'une réponse territoriale en Centre Alsace.

Ses buts sont déclinés en 4 axes :

- \* Apporter aux familles touchées par le handicap l'appui matériel et moral dont elles ont besoin, développer entre elles un esprit d'entraide et de solidarité et les amener à participer activement à la vie associative
- \* Animer et coordonner le plus précocement possible toutes actions matérielles et humaines auprès de l'enfant et de sa famille
- \* Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires au meilleur développement moral, physique et intellectuel des jeunes adultes, adultes et personnes âgées déficientes intellectuelles, promouvoir et gérer si nécessaire, tout établissement et service indispensable pour favoriser leur plein épanouissement tant professionnel que personnel (notamment par la culture, le sport, l'adaptation à la vie ordinaire)
- \* Défendre leurs intérêts moraux, matériels et financiers auprès de organismes, des commissions, autorités de tutelle.

Son action s'inscrit dans les valeurs du mouvement national de l'UNAPEI " qui tend à assurer une vision humaniste de toute personne en veillant et en soutenant au niveau nécessaire son inclusion dans la société et l'effectivité de ses droits " (réaffirmé dans le Projet Associatif Global 2018-2023 de l'association).

Les comptes des services et établissements médico-sociaux gérés par l'APEI Centre Alsace ont été établis dans le cadre du CPOM signé avec l'ARS et le Conseil Départemental avec effet au 1er janvier 2020.

Les directions et pôles sont organisés autour de quatre entités qui composent le périmètre du CPOM :

1. **Le Pôle Autonomie Habitat inclusif**, qui inclut :

- \* deux Foyers d'hébergement de travailleurs en situation de handicap à Sélestat:  
La Rue du Tabac et L'Ancienne Cour, qui compte également des appartements en ville proposant un mode évolutif d'habitat
- \* le SAVS (Service d'accompagnement à la vie sociale) à Sélestat
- \* le SAMSAH (Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés) à Sélestat
- \* Le Moulin, SAJ service d'accueil de jour à Châtenois

2. **Le Pôle Santé Accompagnement médicalisé**, qui inclut :

- \* Le Châtaignier (FAM, Foyer d'accueil médicalisé polyhandicap) à Châtenois
- \* Le Charme (FAM, Foyer d'accueil médicalisé autisme) à Châtenois
- \* Le Castel (FAS/FAM, Foyer d'accueil spécialisé/médicalisé personnes vieillissantes) à Châtenois

3. **Le CAMPS** (Centre d'action médico-sociale précoce) d'Alsace Centrale ainsi que **l'EPDA** (Equipe pluridisciplinaire diagnostic troubles du spectre de l'autisme - anciennement Edipa) à Châtenois

4. **L'Évasion, ESAT** (Établissement et service d'aide par le travail) artistique et culturel à Sélestat et son Centre Ressources Culture et Handicap.



## Faits caractéristiques

### Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

L'année 2021 s'est encore trouvée partiellement impactée par la crise sanitaire de la COVID 19 et a par conséquent engendré un certain nombre de difficultés dans le fonctionnement des différents établissements.

L'année 2021 a également été marquée par un nombre important de départ, notamment en décembre, dont celui du Directeur Général de l'Association.

Ce dernier a notamment attaqué l'Association aux prud'hommes et une provision de k€ 243 a été passé au vu de ses demandes.



## Règles et méthodes comptables

### Désignation de l'association : APEI CENTRE ALSACE

Les comptes annuels ont les caractéristiques suivantes :

- TOTAL BILAN : 12 338 044 euros
- PERTE : 125 483 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 30/05/2022.

### Règles générales

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code de commerce, au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable et au règlement n° 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.



## Règles et méthodes comptables

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue.

Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Constructions : 20 à 50 ans
- \* Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- \* Installations techniques : 4 à 10 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- \* Matériel de transport : 3 à 5 ans
- \* Matériel de bureau : 3 à 5 ans
- \* Matériel informatique : 3 à 5 ans
- \* Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Aucun indice de perte de valeur n'ayant été identifié par l'entité, aucune dépréciation n'a été constatée.

### Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Conformément à l'avis CNC du 15 juin 2007, les frais liés à l'acquisition (droits de mutation, honoraires et frais d'actes) des titres de participation sont incorporés au prix de revient de ces titres. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

### Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou à la valeur vénale (acquisition à titre gratuit ou par voie d'échange).

Si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est pratiquée du montant de la différence.

## Règles et méthodes comptables

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Fonds associatifs

Certains fonds associatifs ne sont pas mis définitivement à disposition.

Ils sont appelés FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE (apports, libéralités ou subventions sous réserve d'une clause formelle de reprise).

Les conditions et les modalités de reprise du bien peuvent être en l'état ou en valeur à neuf. La reprise peut intervenir, soit à la fin du contrat d'apport, soit à la dissolution.

En fonction des modalités de reprise, l'organisme enregistre les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations par rapport à l'apporteur.

Si le bien apporté avec droit de reprise ne doit pas être renouvelé par l'association, la contrepartie de la valeur d'apport inscrite en fonds associatifs avec droit de reprise est diminuée pour un montant égal à celui des amortissements par le crédit du compte 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE.

### Résultats

Les résultats, tant ceux de l'exercice que ceux antérieurs, non encore affectés et figurant en report à nouveau, relèvent de deux catégories, soit :

- les résultats définitivement acquis ;
- les résultats pouvant être repris par un tiers financeur.

Les éléments financiers sont détaillés dans le tableau récapitulatif des Fonds associatifs.





## Règles et méthodes comptables

### Subventions d'investissement

Il s'agit de subventions affectées à des investissements dont la charge de renouvellement n'incombe pas à l'association.

Les subventions sont reprises au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés avec lesdites subventions.

Les subventions d'investissement de l'exercice présentent les caractéristiques suivantes :

- Montant obtenu : **200 941 €**
- Montant viré au compte de résultat en 2021 : **16 414 €**
- Solde global restant à virer au compte de résultat : **1 444 811 €**

### Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges se décomposent comme suit :

- Provision pour départ à la retraite : **885 991 €**

- Provision pour litiges : **242 710 €** (dont 242 710 € relatif à des litiges sociaux)

Cette somme représente la couverture à hauteur des risques encourus sur plusieurs demandes en première instance, appel ou cassation.

- Provision pour autres risques et litiges : **6532 €**

### Fonds dédiés

Les ressources attribuées au titre d'une action précise figurent dans les produits.

Le montant correspondant à la partie non utilisée à la clôture d'un exercice fait l'objet d'une affectation à un compte FONDS DEDIES par le biais d'une charge ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES (compte 689).

Lors de leur utilisation effective, les ressources figurant sur le compte FONDS DEDIES sont reprises au compte de résultat au rythme de réalisation des engagements, par le biais d'un produit REPORT DES RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS (compte 789)

## Notes sur le bilan

## Actif immobilisé

## Tableau des immobilisations

	au début d'exercice	Augmentation	Diminution	en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	41 963			41 963
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	139 628			139 628
- Immobilisation incorporelles en cours				0
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>181 591</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>181 591</b>
- Terrains	856 180			856 180
- Constructions sur sol propre	7 579 525			7 579 525
- Constructions sur sol d'autrui				0
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions	1 541 640			1 541 640
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				0
- Installations générales, agencements aménagements divers	919 514	223 044		1 142 558
- Matériel de transport	114 295		146	114 149
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 904 331	56 329	14 226	1 946 435
- Autres immobilisations corporelles	1 148 099	24 110		1 172 209
- Immobilisations corporelles en cours	167 311	706 592,42	112 293	761 611
- Avances et acomptes				0
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>14 230 895</b>	<b>1 010 075</b>	<b>126 664</b>	<b>15 114 306</b>
- Participations				0
- Autres participations	1 000		1 000	0
- Autres titres immobilisés	180 974	13 152		194 126
- Prêts et autres immobilisations financières	122 058	345	895	121 508
<b>Immobilisations financières</b>	<b>304 032</b>	<b>13 497</b>	<b>1 895</b>	<b>315 634</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>14 716 518</b>	<b>1 023 572</b>	<b>128 559</b>	<b>15 611 532</b>

## Notes sur le bilan

## Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement	39 769	122	0	39 891
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	134 927	2 529	0	137 456
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>174 696</b>	<b>2 651</b>	<b>0</b>	<b>177 347</b>
- Terrains	30 440	141	0	30 582
- Constructions sur sol propre	4 069 361	250 329	0	4 319 690
- Constructions sur sol d'autrui	0	0	0	0
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions	987 558	58 334	0	1 045 892
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	0	0	0	0
- Installations générales, agencements aménagements divers	725 186	56 937	0	782 123
- Matériel de transport	105 572	3 347	21	108 899
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 659 039	65 833	0	1 724 872
- Autres immobilisations corporelles	1 003 380	45 737	0	1 049 117
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>8 580 536</b>	<b>480 660</b>	<b>21</b>	<b>9 061 175</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>8 755 232</b>	<b>483 311</b>	<b>21</b>	<b>9 238 522</b>

## Notes sur le bilan

### Actif circulant

#### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 858 136 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations	101 874		101 874
Prêts	19 634	19 634	
Autres			
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 396 137		
Autres	305 711		
Charges constatées d'avance	34 780		
<b>Total</b>	<b>1 858 136</b>	<b>19 634</b>	<b>101 874</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

#### Produits à recevoir

	Montant
Créances Clients et Comptes rattachés	37 622
Autres	106 306
Disponibilités	16
<b>Total</b>	<b>143 944</b>



## Notes sur le bilan

## Dettes

## Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 6 649 156 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	121	121		
- à plus de 1 an à l'origine	3 382 975	296 973	1 213 562	1 872 440
Emprunts et dettes financières divers (*)	15 621			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	414 888			
Dettes fiscales et sociales	1 668 449			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	20 093			
Autres dettes (**)	1 147 009			
Produits constatés d'avance				
<b>Total</b>	<b>6 649 156</b>	<b>297 095</b>	<b>1 213 562</b>	<b>1 872 440</b>
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	294 653			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :				
(**) Dont envers Groupe et associés				

## Charges à payer

	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	121
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	77 360
Dettes fiscales et sociales	1 142 764
Autres dettes	12 060
<b>Total</b>	<b>1 232 305</b>



## Notes sur le bilan

## Comptes de régularisation

## Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	34 780		
<b>Total</b>	<b>34 780</b>	-	-

## Dettes garanties par des sûretés réelles

Les emprunts Crédit Mutuel, soit 1 067 516 euros, et Société Générale, soit 2 315 459 euros, sont couverts par des cautions solidaires de la Collectivité Européenne d'Alsace.

Ces cautions sont elles-mêmes garanties par des hypothèques sur les bâtiments financés.



## Fonds associatifs

Variation des fonds propres	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice			Solde à la clôture de l'exercice
		Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	Montant global
Fonds propres sans droit de reprise	112 903				112 903
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	2 489 257	191 196			2 680 453
Report à nouveau	32 283	17 201		1 000	50 483
Excédent ou déficit de l'exercice	173 995	173 995		125 483	125 483
<b>Situation nette</b>	<b>2 743 873</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>126 483</b>	<b>2 617 390</b>
Subventions d'investissement	1 260 284		200 941	16 414	1 444 811
Provisions réglementées	242 939		13 629		256 568
<b>Total</b>	<b>4 247 097</b>	<b>0</b>	<b>214 569</b>	<b>142 896</b>	<b>4 318 770</b>





CIE CENTRE ALSACE

COMPTES ANNUELS

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

## Etat des provisions

	A l'ouverture de l'exercice	Dotations	Reprises	A la clôture de l'exercice
Provisions réglementées pour renouvellement d'immobilisations	53 844	3 875		57 719
Provisions réglementées sur réserve de trésorerie	198 421	9 754		208 175
<b>Provisions réglementées</b>	<b>252 264</b>	<b>13 629</b>	-	<b>265 893</b>
Provisions pour litiges		242 711		242 711
Provisions pour amendes et pénalités				-
Autres provisions pour risques	30 157			30 157
Provisions pour grosses réparations				-
Provision retraite	953 349		67 358	885 991
Autres provisions pour charges	-		-	-
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>983 506</b>	<b>242 711</b>	<b>67 358</b>	<b>1 158 858</b>
Dépréciation sur immobilisations				-
Dépréciation sur stock et en cours				-
Dépréciation sur comptes clients		6 532		6 532
Autres provisions pour dépréciation				-
<b>Provisions pour dépréciation</b>	<b>-</b>	<b>6 532</b>	<b>-</b>	<b>6 532</b>
Dépréciation des comptes financiers				-
<b>Dépréciation des comptes financiers</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total</b>	<b>1 235 770</b>	<b>262 871</b>	<b>67 358</b>	<b>1 431 284</b>

dont dotations / reprises...

exploitation

exceptionnelles

financières

67 358

249 243

13 629

-

-



Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements	Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	138 189	76 700	31 980	-	182 909	104 747
PROV RENOUVELLEMENT IMMO	35 768				35 768	35 768
CAMSP STAGIAIRES ET FORMATIONS	7 857				7 857	7 857
FAM SOINS PERSONNEL-FORM	14 815				14 815	14 815
ESAT SOUTIEN FINANCIER	8 000		2 000		6 000	
EST ARS QVT	-	2 200			2 200	2 200
ESAT DRAC	33 142	19 500	20 000		32 642	
ESAT BPAC CD67	5 000		5 000		-	
FONDS DEDIES RTT	19 107				19 107	19 107
ARS CENTRE RESSOURCES	14 500	30 000	4 980		39 520	
ESAT AG2R		25 000			25 000	25 000
Ressources liées à la générosité du public	28 351	-	-	-	28 351	-
ASSO - JO 2024	28 351				28 351	
	166 540	76 700	31 980	-	211 280	104 747





SEI CENTRE ALSACE

COMPTES ANNUELS

Subventions investissement

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

Subventions d'investissement	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
		Augmentation	Diminution	
<b>Montant nominal</b>				
Affectées à des biens non renouvelables	1 472 762	200 941		1 673 702
Affectées à des biens renouvelables		-		-
<b>Total montant nominal</b>	<b>1 472 762</b>	<b>200 941</b>		<b>1 673 702</b>
<b>Quotes-parts virées au résultat :</b>				
Affectées à des biens non renouvelables	212 478	16 414		228 891
Affectées à des biens renouvelables				-
<b>Total quotes-parts virées au résultat</b>	<b>212 478</b>	<b>16 414</b>		<b>228 891</b>
<b>Total net</b>	<b>1 260 284</b>	<b>184 527</b>		<b>1 444 811</b>

## Autres informations

### Effectif

Effectif CDI en nombre au 31/12/2021 selon une structure de qualification :

	Nombre
Soignants	51,21
Médecins	
Administratif	34.47
Médico technique	
Logistique	32.51
Educatif et social	110.83
<b>Total</b>	<b>229.02</b>



## Autres informations

### Engagements financiers

#### Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de retraite	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	885 991
<b>Total</b>	

#### Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Autres engagements reçus	3 677 628
Legs nets à réaliser	
<b>Total</b>	



## Autres informations

### Engagement de retraite

L'entité a opté pour la comptabilisation des engagements de retraite, conformément à la recommandation 2003-01 CNC du 1er avril 2003, et l'information correspondante est présentée dans les engagements financiers.

Les salariés bénéficient, lors de leur départ à la retraite, du versement d'une indemnité de départ à la retraite telle que définie dans la convention collective ou le droit de travail.

Afin de financer les engagements liés à ces indemnités, une évaluation actuarielle a été mise en place.

Le montant total de l'engagement s'élève au 31 décembre 2021 à **885 991 €**. Il est couvert par une provision de **885 991 €**.

Hypothèses économiques :

- Age de départ : 62 ans
- Taux d'indexation de 1%
- Taux d'actualisation financière : 0.34%
- Taux de charges sociales de 42%

### Volontariat associatif

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ont perçu une rémunération totale brute en 2021 de **223 406 €**.

### Honoraires du commissaire aux comptes

L'annexe des comptes sociaux doit mentionner le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat, en séparant les honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes de ceux facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes (Code de commerce L.832-11-II).

Au 31/12/2021, ce montant inscrit en compte 622 s'élève à **19 650 €**.

### Contributions volontaires en nature

Le temps offert par les bénévoles n'étant pas suivi numériquement, le chiffrage des contributions n'est pas valorisé.



